

Stop à la déraison: alimentons plutôt nos régions !

Ces jours-ci, on nous avertit que la France pourrait perdre sa note AAA. « On », c'est l'agence de notation internationale nord-américaine Moody's. La note AAA, c'est la meilleure note, toujours selon cette holding qui a créé une échelle de notation standardisée pour évaluer la solvabilité d'une entité contractant un crédit. Le capitalisme a le génie de produire des entités comme celle-ci qui s'empare d'un sujet et s'auto-proclame ensuite indispensable pour le traiter.

Comment dire ? Comment dire que personnellement, je m'en moque de cette fuc...fameuse note ? Je dirais que je m'en moque d'autant plus que, comme la très grande plupart de mes compatriotes, je n'étais pas au courant de tout ce système qui régit si étroitement nos vies. Enfin, j'étais au courant, en gros, mais pas au point de découvrir ce pot aux roses de moins en moins rouges. Pire –ou mieux– : j'invite tout le monde à s'en moquer comme je m'en moque. C'est cela : soyons tous en mode « indignés », moquons-nous de ce qui ne peut sérieusement qu'inciter à la moquerie. Remettons le dérisoire à sa place et recentrons-nous d'urgence sur l'essentiel : le nourricier, dans tous les sens du terme.

Mais avant d'évoquer ce point, s'attarder un peu et se demander : pourquoi la perspective de perdre cette note quasi totémisée est-il si risible ? Parce que cette note, cette agence, relèvent clairement d'un système économique, d'un système tout court, qui n'a pas fait ses preuves. En tout cas pas celles qui lui ont permis et lui permettent encore d'écraser avec mépris toute alternative. En principe, si nous n'étions pas dans le marasme des « Trente piteuses », il ne devrait plus y avoir de chômage : souvenez-vous, on nous avait dit (j'étais au berceau, mais j'ouvrais déjà grandes mes oreilles) qu'il était conjoncturel. Résultat : un chômage durable. Tu me diras, au moins quelque chose de durable dans ce monde de superficialité et d'obsolescence programmée ! Bon, non, le chômage durable, c'était pas une bonne idée. No comment sur la précarité de ceux qui « ont la chance » d'avoir un travail : revenus insuffisants pour avoir une vie décente, juste une vie à soi. Et même ceux qui ont du boulot sont assaillis par les dépenses croissantes de tous ordres, à commencer par les produits de la vie courante et les charges fixes type assurance. De plus, en principe, la richesse du pays aurait pu profiter au plus grand nombre. C'était un objectif... louable, non ? Or notre cher pays se paupérise. Combien renoncent aux soins par manque de moyens, aussi à cause de délais

d'attente trop longs car pas assez de médecins, de structures d'accueil ? Bravo ! On aurait enfin pu aussi imaginer que ce système producteur de richesses inouïes participe à plus de justice sociale à l'échelle internationale. Ou alors j'ai dû rêver. Et oui, j'ai dû rêver : on ne parle certes plus de « Nord » et de « Sud », ni de « pays développés » ou « en voie de développement ». Ringard, politiquement incorrect. Mais dans les faits, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres a-t-il diminué ? Non. Certains pays ont juste changé de catégories, tant mieux, mais il faut voir le coût en termes de croissance polluante. Quant à l'Afrique, des pays comme le Bangladesh ou Haïti, autant camper dans ses résignations ! Vraiment, bravo ! Tout cela est indécent et j'ai honte de cette Humanité-là.

Il faut très rapidement une rupture de paradigme. Sortir de toute cette folie devient vital. A bien y réfléchir, ce système est totalement dingue et malsain. Sa logique tourne à vide et broie tout sur son passage en boucle. C'est quoi ce délire de dégrader la note d'un pays ? Cela signifie concrètement que si on lui prête, on lui prêtera dorénavant soit moins, soit avec des taux d'intérêt plus élevés. Pourquoi ? Evidemment (c'est imparable), parce qu'on prend le risque de prêter à un pays qui risque de ne pas rembourser. C'est effectivement très risqué.

C'est quoi ce cercle vicieux, cette pression infernale, cette fuite mortifère ? C'est quoi cette imposture de baisser le déficit public pour réduire l'endettement et pour cela, ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux ? Une véritable saignée... pour à peine deux milliards d'euros économisés ? Et combien de milliards pour renflouer les banques ? C'est ridicule, totalement ridicule. Des économies dérisoires et c'est tout un pays, toute une tradition de service public que l'on fout en l'air. Ne même pas respecter les combats de nos ancêtres... En quoi la confiance des investisseurs nous concerne-t-elle ? C'est qui d'abord, tous ces gens ?

Rompons, rompons sans crainte avec toute cette ringardise convenue, mondaine à nous faire tous crever. Et surtout, rompons avec les donneurs de leçon. Là, plus aucune plaisanterie n'est possible, je ne trouve plus du tout ces pitreries risibles. En effet, menacer un pays de dégrader sa note, que cela signifie-t-il, dans le fond, c'est-à-dire au-delà d'aboutir à une non-solution économique (ce qui est déjà grave pour des prétendus experts) ? Cela résonne comme une brimade dans une logique bien infantilissante. Puni, le pays ! A pas bien travaillé, a fait beaucoup de bêtises, alors puni. Au coin, le pays !

Franchement, c'est quoi ce délire ? Et puis, encore plus grave :

« dégrader », c'est tout simplement dégradant. De quel droit, en vertu de quelle légitimité, un acteur parasite d'une économie parasitée porterait atteinte à la dignité d'un pays ? Quel que soit ce pays, d'ailleurs, car le propos n'est pas franchouillard. Car « dégrader », cela signifie destituer, toucher à l'honneur. C'est grave. C'est très grave car on est alors au niveau des valeurs. On autorise des acteurs non autorisés à porter un jugement sur un pays. Or un pays n'existe pas en soi. Un pays, ce sont des citoyens, une histoire, des accords, des ruptures, des avancées, des reculs, une solidarité, du quotidien. Les citoyens sont des personnes et les seules personnes décisionnaires en toutes matières, y compris dans le domaine opacifié de l'économie. Nous, citoyens de tous les pays menacés d'être rétrogradés (et des pays déjà dégradés, d'ailleurs), nous nous sentons insultés dans ce que nous sommes au plus profond et au plus concret de nous-mêmes : des citoyens responsables.

Moralité : qu'on nous rétrograde ! Qu'est-ce que cela peut bien changer sur le fond ? Faisons abstraction des non-événements comme cette menace de rétrogradation et concentrons-nous plutôt sur le quotidien citoyen. Ainsi, pour agir, reprendre l'initiative et un début de contrôle, pourquoi ne pas signer l'appel lancé par Minga et Nature&Progrès : <http://www.alimentons2012.fr> ? On peut aussi lire l'ouvrage collectif qui répond à l'OMC : Seule la diversité cultivée peut nourrir le monde aux éditions du Linteau.

Voilà un moyen utile de peser sur les débats politiques, en particulier sur l'élection présidentielle dont l'issue, sauf miracle ou changement de paradigme, s'annonce sans surprise. Au fait, c'est vraiment pas de chance –ou un curieux hasard– : la menace de rétrogradation de la France est intervenue juste le lendemain du 2ème tour des primaires citoyennes. De quoi bien brider les socialistes dans leurs propositions alternatives (déjà marginales) et conforter la droite dans son monopole de la raison au titre de la rigueur. Drôle de télescopage du calendrier. Je vous le dis : s'abstraire de toutes ces contingences, il n'y a que cela de vrai.

©Yolaine de LocoBio

Octobre 2011